

Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur d'Académie, chers collègues membres du CDEN,

Actualité récente oblige, nous commencerons par évoquer les résultats des élections municipales. Ceux-ci sont marqués par un désengagement massif des électeurs face à la question politique, mais aussi par un haut niveau d'abstention. C'est sans doute un mode d'expression politique d'une forme de lassitude, d'un sentiment d'abandon alors que nombre de nos concitoyens ont l'impression de rester impuissants face à des situations de vie inextricables, face au constat d'une forme de recul des services publics de proximité, et des services publics tout court. Ces mêmes constats amènent une part grandissante des électeurs à voter pour des listes d'extrême droite, soit parce qu'ils sont acquis au projet politique discriminatoire fondé sur le rejet de la figure de l'étranger, soit parce qu'ils sont hélas indifférents ou inconscients face à la volonté de mettre en œuvre la préférence nationale dans de nombreux domaines de la vie sociale, politique et économique. Pour la CFDT Éducation Normandie, c'est à l'État d'apporter des réponses à la population, et en particulier à celles et ceux qui vivent des situations de fragilité, de précarité. Il devrait les apporter avec des services publics renforcés et efficaces. Au lieu de cela, le démantèlement se poursuit laissant place à l'isolement, à la débrouille, à la division. Notre système éducatif n'y échappe pas : la suppression de moyens fragilise encore davantage l'École publique et contribue à la défiance générale.

Dans notre département, pour le 1<sup>er</sup> degré, cela se traduit par la perte de 31 postes d'enseignants. En plus de cette reprise de moyens par le ministère, 9 autres fermetures de classe sont décidées pour la création de PAS sur Cherbourg Ville, Cherbourg Ouest et Saint-Lô. Nous ne remettons pas ici en cause une certaine utilité de ces innovations mais plutôt le fait, qu'une fois de plus, aucun moyen spécifique n'ait été attribué pour cette mise en place. On nous a annoncé au GDSEI (Groupe Départemental de Suivi de l'École Inclusive) que, pour la rentrée 2027, ce serait 11 nouveaux postes qui seraient créés, soit de nouvelles fermetures de classe en prévision !

Depuis de nombreuses années, la baisse démographique est réelle mais l'Etat en fait la justification de suppression brutale de poste : cette année une école manchoise sur 5 va être concernée par une fermeture ! Cela démontre une absence de vision à long terme et nous laisse à penser que le budget de l'Education Nationale n'est qu'une variable d'ajustement budgétaire ! Dans le même temps, dans la Manche, vous cherchez, Monsieur le Directeur Académique, à concentrer le réseau pour obtenir des sites avec plus de classes avec peut-être l'idée de la disparition des sites à 2-3 classes. Nos élus ont donc cette question à vous poser : **Comment espérez-vous convaincre les maires d'investir dans leurs locaux, quand, dans le même temps, ils ont la quasi-certitude (et celle-ci est fondée au regard des pratiques de ces dernières années) qu'ils auront une fermeture de classe (ou plus) à la fin de ces travaux coûteux ?**

Le Sgen-CFDT et maintenant la CFDT Education ont toujours été partie prenante pour concentrer le réseau à la fois pour des raisons économiques, écologiques mais aussi de sécurité pour les personnels mais, dans les conditions actuelles, il nous ait très difficile de convaincre.

A juste titre ! Parmi les écoles « dans l'œil du cyclone » aujourd'hui, certaines ont bénéficié de travaux au montant conséquent pour rénover et donner envie aux parents, aux élèves d'y venir. Tout cela peut se trouver balayé par une décision de fermeture ou de non-ouverture.

Par ailleurs, en nous penchant dans les documents fournis pour ce CDEN, nous nous sommes attardés particulièrement sur les écoles bénéficiant d'un label : que ce soit QPV (Quartier Politique de la Ville) ou TER (Territoires Educatifs Ruraux).

Ainsi, parmi les décisions présentées à l'issue du CSA du 30 mars, 7 écoles en TER étaient impactées par une fermeture, ce qui représenterait 12.5% des fermetures totales alors même que ces écoles sont au nombre de 23 parmi les 254 du département soit 9%. Les modifications apportées hier ont permis de faire redescendre ce pourcentage à 8,2%. Elles sont donc en proportion ni plus ni moins différenciées des autres et on peut donc dire qu'elles sont logées à la même enseigne.

Pour ce qui est des QPV, on peut relever que pour l'école des Palliers à St Lô, si le retrait de moyen se confirmait, cette école passerait à une moyenne supérieure à la moyenne départementale. Nous pouvons aussi évoquer l'école Samuel Beckett, toujours à St Lô, dont les effectifs s'élèvent en moyenne à 24.5 élèves par classe.

A la lumière de ces éléments, nous ne pouvons que constater que ces labels ne constituent pas, dans notre département, une plus-value pour les écoles qui l'arborent. A titre de comparaison, dans le département voisin du Calvados, ces établissements bénéficient de conditions REP. Dans une déclaration précédente, nous avons qualifié ces labels de pin's en affirmant que c'était « joli mais que ça ne servait à rien ! ». Nous irons plus loin aujourd'hui en demandant la possibilité de les renommer « label jambe ». Au moins ce serait clair pour tout le monde !

Pour en terminer sur les écoles normalement prioritaires, nous nous devons d'évoquer les écoles en REP. Nous relèverons l'école Noblet à Cherbourg où les effectifs (hors classes dédoublées) montent à presque 26 par classe. Cela montre bien en quoi le dédoublement tel qu'imaginé par le gouvernement est pernicieux : dans une même école on peut trouver des classes à une douzaine d'élèves et d'autres à plus du double... On protège les élèves seulement pendant 3 années, les autres au final peuvent être pires que dans les écoles « non classées comme prioritaires ». La CFDT réitère aujourd'hui dans cette instance la demande que nous portons depuis des années pour l'Education Prioritaire : « Plus de moyens, oui. Mais confiance aux équipes pour la meilleure utilisation possible. »

En tant que représentant des personnels, nous ne pouvons conclure cette déclaration sans tirer la sonnette d'alarme en constatant combien le mouvement sera difficile pour les personnels concernés par une mesure de carte cette année. Par exemple, nous constatons autour de Saint-Lô, secteur pourtant relativement stable : 2 circonscriptions : 13 fermetures et aucune ouverture. Plus largement, dans les bassins Centre et Sud : aucune ouverture. Celles-ci se concentrent donc essentiellement sur le nord du département mais là aussi, pour les collèges, cela sera très compliqué.

C'est pourquoi, La CFDT Education demande une attention particulière des services de la DSDEN face aux risques psycho-sociaux pour tous les collègues impactés directement par ces décisions de carte scolaire à la fois ceux qui vont quitter leur école et voir leur quotidien chamboulé mais aussi pour ceux qui vont rester et voir leur effectif de classe et leur charge de travail augmenter avec par exemple le passage d'un double à un triple niveau...